Deux députés martiniquais et guyanais en voyage en Azerbaïdjan aux frais des contribuables pour dénoncer “le colonialisme français”

12/12/2023 à 16h40



Deux élus d’outre-mer ont voyagé en juillet et en novembre, tous frais payés, à Bakou. Au programme : le sommet des pays non-alignés et des conférences dénonçant le « colonialisme français actuel ». Ces déplacements s’inscrivent dans la stratégie de soutien aux mouvements indépendantistes français du régime d’Ilham Alyiev.

Parmi les 577 députés du Palais Bourbon, Marcellin Nadeau et Jean-Victor Castor ne sont pas vraiment les plus connus. Le premier co-préside le parti indépendantiste martiniquais Péyi-A tandis que le second est membre du mouvement de décolonisation et d’émancipation sociale (MDES) de Guyane. Ils ont tous deux étés élus aux dernières élections législatives de juin 2022, forts d’un soutien de La France Insoumise. S’ils

se montrent discrets en séance au sein du groupe communiste, les deux élus ultramarins ont davantage brillé par leurs prises de positions autour de tables rondes organisées à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan.

Début juillet d'abord, Jean-Victor Castor a été invité à l'initiative du « centre d'analyse des relations internationales de l'Azerbaïdjan » pendant quatre jours, tous frais payés, à la conférence ministérielle des pays non-alignés, une coalition refusant historiquement le choix entre le bloc de l'ouest et le bloc de l'est. Sous le patronage de l'autocrate azerbaïdjanais Ilham Aliyev, l'événement regroupait une centaine d'États (Arabie Saoudite, Turquie, Iran ou encore Burkina Faso), dont certains pas forcément recommandables. Mais que venait donc faire un député français dans ce rassemblement ? Sa présence tenait surtout à la conférence intitulée *: « Dans la direction de l'élimination totale du colonialisme ».* […]

Une mauvaise blague ? Pas du tout, la réunion a même accouché de la naissance d'une ONG : le groupe d'initiative de Bakou *« contre le colonialisme français »*, toujours selon la déclaration finale. Et pour garantir son *« indépendance »*, l'ancien vice-premier ministre Abbas Abbassov, classé quinzième fortune du pays en 2006, en a pris la présidence. […]

Qu'à cela ne tienne. *« C'est une manière pour Ilham Alyiev de rendre la monnaie de sa pièce à Emmanuel Macron et aux parlementaires français »*, selon l'analyse d'un diplomate français. Depuis 2020 et la guerre des 44 jours entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, les relations entre Paris et Bakou se sont dégradées avec en point d'orgue, les deux résolutions portées par les parlementaires français à l'Assemblée nationale et au Sénat. Le 23 avril dernier, la Chambre haute a adopté, à l'initiative du président du groupe Les Républicains au Sénat, Bruno Retailleau, une résolution *« visant à appliquer des sanctions à l'encontre de l'Azerbaïdjan et*

exiger son retrait immédiat du territoire arménien ». Quelques semaines plus tôt, les députés en votaient une autre à l'unanimité pour exiger *« la fin de l'agression de l'Azerbaïdjan à l'encontre de l'Arménie »* et l'établissement d'une *« paix durable dans le Caucase du Sud. »*

[…]

Marianne